

## CHAMBRE DES COMMUNES

Présidence de l'hon. RODOLPHE LEMIEUX,  
Orateur.

Mercredi 15 mars 1922.

La séance est ouverte à trois heures.

### SUITE DE LA DISCUSSION DU DISCOURS DU TRÔNE

La Chambre passe à la suite de la discussion sur la motion de M. McMurray tendant à voter une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session.

L'hon. J. B. BAXTER. (Texte): Monsieur l'Orateur, je vous félicite de votre élévation à la présidence de cette Chambre. Vous faites honneur à votre race et je vous en félicite aussi. Je regrette de ne pouvoir comprendre parfaitement le français quand on le parle, mais j'ai lu le discours de l'honorable député de Westmount-Saint-Henri (M. Mercier) et je le félicite de son éloquence.

(Traduction.) Monsieur l'Orateur, j'ai essayé, bien que d'une façon imparfaite, de mettre en lumière, dès mon premier tour de parole, la situation favorisée du Dominion, tellement mieux partagé que le reste du continent, en ce qu'il bénéficie des efforts harmoniques (du moins, je l'espère) de deux grandes races, chacune avec sa langue si belle, sa conception des choses, ses hautes aspirations. J'ai confiance que nous pouvons conduire les affaires de ce Parlement de façon à dissiper tout semblant de divergences qui a pu exister dans le passé et que nous pouvons entrevoir un avenir plus heureux pour le Canada, notre Canada qui ne peut être grand qu'autant que ses enfants se connaîtront les uns les autres et ne regarderont qu'au meilleur de chaque race, de chaque croyance et chaque région du pays.

Je parle aussi au point de vue d'un parti qui n'est nullement mort, quand bien même le nombre de ses représentants ici n'est pas en proportion directe de sa force dans le pays. Je prends la parole à mon titre de membre d'un parti qui s'honore des grands noms de Macdonald et de Cartier. Ces chefs illustres dont le verbe puissant savait exposer au peuple canadien d'une façon bien plus efficace que je saurais le faire les principes que je m'efforce de soutenir en ce moment. Ces grands principes sont encore bien vivants dans les rangs conservateurs et le pays aura l'occasion en temps et lieu de se rendre compte de la force de ce parti, puisqu'il s'en tient aux

aspirations d'autrefois, qu'il préconise un programme arrêté et bien défini, de sorte que les citoyens canadiens savent exactement à quoi s'en tenir relativement aux principes et à la doctrine que nous soutenons.

Ces principes et cette doctrine ne sont pas modifiés suivant le lieu où on les proclame. Je n'ai nullement l'intention d'abuser de la courtoisie de mes collègues en parlant trop longtemps; je désire simplement apprécier brièvement certaines phases du débat qui ont fait impression sur mon esprit. Trois questions principales se dégagent de la discussion à laquelle nous avons assisté depuis l'ouverture de la session. En premier lieu, il y a le problème des chemins de fer; en second lieu, les revenus nécessaires, afin de faire face à nos obligations et, en troisième lieu—il s'agit peut-être d'un problème découlant des deux autres—la crise industrielle qui sévit par malheur à l'heure actuelle et la détresse résultant de cette situation dans certaines localités. J'ai suivi avec attention les remarques qu'a faites mon très honorable chef (M. Meighen) à ce sujet, dans son appréciation de la teneur du discours du trône, et j'attendais avec impatience la réponse de mon honorable ami le premier ministre (M. Mackenzie King). J'espérais donc que le premier ministre énoncerait plus en détail que ne l'ont fait les honorables députés qui ont proposé et appuyé l'adresse en réponse au discours du trône, en dépit de l'éloquence qu'ils ont déployée au cours de leurs remarques, le programme du Gouvernement relativement à la solution de ces importants problèmes. Je m'attendais à ce que le premier ministre développât le thème du discours du trône. Or, qu'est-ce que je constate? J'ai essayé de résumer avec honnêteté et impartialité les questions qu'a abordées le premier ministre au cours de son discours. Est-ce là la réponse que mon honorable ami le chef du Gouvernement a voulu faire aux observations de l'honorable chef de l'opposition touchant les chemins de fer, les revenus publics et la crise industrielle? Je n'en sais rien, mais toujours est-il que la première déclaration importante tombée des lèvres du premier ministre se résume à ceci: "Québec n'est pas la seule province que vous ayez perdue". Or, je ne vois pas du tout en quoi une pareille assertion puisse avoir quelque rapport avec les importants problèmes en discussion. Le peuple s'est prononcé et le parti coservateur est tenu — c'est ce qu'il fait d'ailleurs — d'accepter le verdict qui a été rendu; cependant, il doit aussi construire pour l'ave-